

### Nur noch wenige Tage bis zum europäischen Gegengipfel in Luxemburg

Während am 16. und 17. Juni die Staatschefs sich in Brüssel zum Abschlussgipfel der luxemburgischen Präsidentschaft treffen, um zu beraten wie es nach dem Scheitern der Verfassung mit Europa weitergeht, wird Luxemburg fest in der Hand der EU-KritikerInnen sein. Der Gegengipfel vom 16.-19. Juni wird Menschen aus ganz Europa in Esch-Alzette und Luxemburg-Stadt zusammenbringen, um über die EU zu diskutieren, und den Protest dagegen sichtbar zu machen. Das Angebot an Veranstaltungen ist genauso bunt und vielfältig wie die Interessen und Herkunft der TeilnehmerInnen: Diskussionen über den Schengener Vertrag oder die europäische Außenpolitik sind genauso geplant, wie praktische Workshops zu Medienaktivismus, alternativer Kunst oder sozialen Freiräumen. Dazu meinen die VeranstalterInnen des antikapitalistischen Netzwerks RISE: "Nach der Ablehnung der EU-Verfassung ist Europa in den Mittelpunkt vieler Diskussionen gerückt. Wir denken, dass bei vielen Menschen das Interesse groß ist, sich kritisch mit der EU zu beschäftigen; der Gegengipfel bietet eine Chance, vom bloßen 'Nein' zur Verfassung überzugehen zu der Frage, wie denn eine 'andere' Welt und eine andere Gesellschaft aussehen könnte, und wie wir dahin kommen."

Bereits im Vorfeld fanden kleinere Protestaktionen statt. Am Rande des Ministerratstreffen vom 2. Juni befestigten AktivistInnen ein großes, weithin sichtbares Transparent an der alten Festungsmauer in Luxemburg, um zum Gegengipfel zu mobilisieren. Auch während der Feierlichkeiten zum 20jährigen Bestehen des Schengener Vertrages waren AktivistInnen vor Ort, um mit Flugblättern auf die unmenschliche und diskriminierende Asyl-und Flüchtlingspolitik der EU aufmerksam zu machen. Dazu meint eine Aktivistin des RISE Netzwerkes: "Wir wollen mit unseren Aktionen dafür sorgen, dass die Regierungen nicht das letzte Wort über ihre eigene Politik haben. Wir hoffen, dass der Gegengipfel, in einer Reihe mit den Protesten von Seattle, Prag, Brüssel und vielen andern, zu einem bunten Festival des Widerstandes für eine andere Gesellschaft wird."

Der Gegengipfel findet in Form eines selbstverwalteten Camps vom 16.-19. Juni in Esch statt. Eine zentrale Demonstration in Luxemburg-Stadt ist für Samstag, den 18., um 15 Uhr ab dem Hauptbahnhof geplant. Das vorläufige Programm und zahlreiche andere Infos sind auf der Internetseite [www.eurotop.lu](http://www.eurotop.lu) verfügbar. *RISE - Netzwerk gegen den EU-Gipfel c/o Infoladen Schréibs, 116 route de Luxembourg. Esch-Alzette Tel: 26 55 24 56 (während der Öffnungszeiten des Infoladen Schréibs, Mi: 16h - 21h, Do: 16h -21h, Fr: 16h- 21h)*

### 20 Jahre Schengener Abkommen: Über 5.000 Tote in zehn Jahren

"Das Schengener Abkommen ist bei weitem kein Erfolgsprojekt, sondern die juristische Grundlage der Festsung Europa, an deren Außengrenzen sich seit Jahren menschliche Tragödien abspielen. Alleine zwischen 1993 und 2004 sind dort nach Angaben des europäischen Netzwerkes "United against racism" 5.017 Flüchtlinge ums Leben gekommen; ertrunken, verdurstet, erfroren, in den Selbstmord getrieben", so kommentiert Roland Röder von der Aktion 3.Welt Saar den bevorstehenden Jahrestag des Abkommens am 14. Juni 2005. Das Schengener Abkommen regelt auch den Umgang mit Flüchtlingen. Ziel war von Beginn an die Nivellierung des Asylrechts auf niedrigstem Niveau. "Um den Toten zumindest ein Stück ihrer Würde zurück zu geben, schlagen wir die Errichtung eines Mahnmals in Schengen bzw. Remich vor", so Röder. Dort, wo das Vertragswerk am 14. Juni 1985 unterzeichnet wurde. Wer einen europäischen Einigungsprozess will, muss auch unbequemen Realitäten ins Auge sehen und darf sich nicht mit europapolitischer Schönrednerei begnügen. (s.a. woxx 800)

### TRIBUNE LIBRE

## Togo: Que faut-il encore de plus pour la communauté internationale ?

**Tandis que le parlement européen condamne le régime togolais depuis la succession dynastique à la tête de l'Etat, le Conseil européen soutient le fils du dictateur. Réaction d'un citoyen togolais.**

Avant toute chose, une question philosophique se pose: "Les Africains en général, et les Togolais en particulier sont-ils considérés comme des êtres humains à part entière par les occidentaux?"

Aujourd'hui, ni le Luxembourg ni les autres Etats occidentaux, ne peuvent prétendre à une quelconque ignorance de la situation qui prévaut au Togo. Depuis l'indépendance du pays, les Togolais n'ont cessé d'être martyrisés par un régime militaro-dictatorial. Aussi longtemps que la population n'a pas eu les moyens de répondre par la force, occasionnant par là une guerre civile ou pire, le Togo a été considéré comme un Etat paisible, voire un Etat de droit, malgré les crimes politiques et les exécutions sommaires de milliers d'individus.

Au lendemain de la mort du dictateur Eyadéma le 6 février de cette année, un coup d'Etat constitutionnel, simulant une fantaisie de retour à l'ordre, a eu lieu. Sui-virent des élections frauduleuses, entachées des pires atrocités - une centaine de morts - contre des partisans d'une sensibilité différente de celle du fils du dictateur. Comment l'Europe peut-elle s'unir

contre les manquements démocratiques en Ukraine jusqu'à exiger de nouvelles élections et se diviser sur la question togolaise? Le parlement européen se dit gravement préoccupé par la flambée de violence qui a suivi les élections présidentielles contestées du 24 avril au Togo. Dans une résolution commune, il condamne fermement "la répression violente par les forces de l'ordre contre les personnes contestant la régularité du scrutin" Il considère que "les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'élection du 24 avril ne permettent pas de reconnaître la légitimité des autorités issues de ce scrutin. Il demande aux autorités togolaises d'envisager de nouvelles élections présidentielles démocratiques, libres, équitables et transparentes sous contrôle international, et après une révision consensuelle du code et des listes électorales".

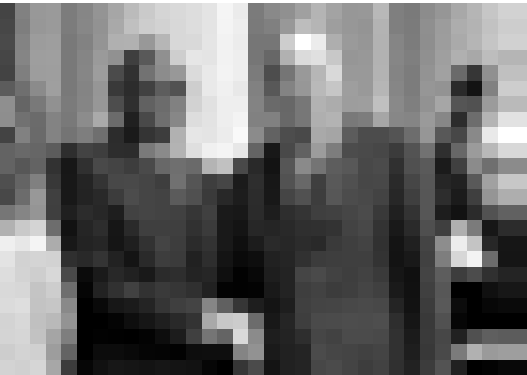
Curieusement, après avoir rencontré le 18 mai dernier une délégation de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Conseil européen des ministres des affaires étrangères présidé par le Luxembourgeois Jean Asselborn, déclare ce qui suit: "Pour ce qui est du Togo, l'UE a salué les efforts de la CEDEAO pour apaiser la situation suite au décès du Président Eyadéma. Nous avons discuté de la situation post-électorale dans le pays, et nous avons lancé un appel aux autorités compétentes

de maintenir l'ordre, l'Etat de droit et le strict respect des droits de l'homme. Nous soutiendrons ensemble le processus de démocratisation au Togo. L'UE suivra de très près la mise en œuvre par le gouvernement togolais des 22 engagements pris dans le cadre des consultations sous l'article 96 de l'Accord de Cotonou".

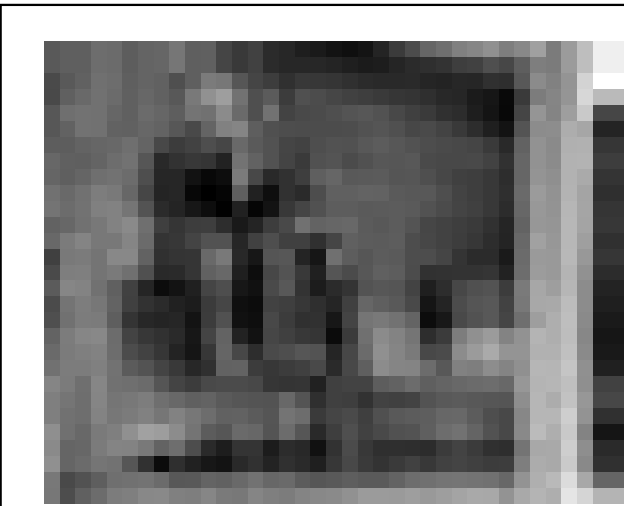
On a tenu ce discours avec le feu dictateur pendant presque quarante ans. L'UE a suspendu sa coopération avec le Togo depuis 1993 pour insuffisance démocratique. Comment peut-on vouloir soutenir un régime qui s'est mis en place par des moyens aussi abominables, qui à sciemment ignoré l'existence de la constitution, pour qu'il établisse une quelconque stabilité ? Comment explique-t-on que depuis 1990 jusqu'à ce jour, seulement trois Togolais aient bénéficié du statut de réfugié politique alors que le Luxembourg a enregistré plus d'une trentaine de demandes togolaises ? On compte parmi les demandeurs d'asile togolais certains qui font déjà plus de deux voire plus de trois ans dans la procédure sans avoir été une seule fois recontactés pour quoi que ce soit.



Pourquoi Monsieur le Ministre des affaires étrangères n'a-t-il jamais répondu à la lettre de demande d'audience que le Collectif des Togolais vivant au Luxembourg lui a adressée en février dernier, accompagnée d'une recommandation de l'ASTM? Voilà tant d'interrogations qui rendent insaisissable la ligne politique qu'applique le Luxembourg par rapport au Togo.

Sena Afeto



En grand démocrate, Jacques Chirac accueille le "meilleur ami de la France".



 en collaboration avec 

**organise une soirée-débat autour du documentaire:**

## "DOHEEM"

réalisé par Christophe Wagner  
(Luxembourg 2005, v.o. luxembourgeoise, 57 minutes)

**le mardi 14 juin 2005 à 20h30 à la Cinémathèque municipale**  
(17, place du Théâtre L-2613 Luxembourg)

### Table ronde: Endstatioun Dräibuer

La projection du documentaire en avant-première sera suivie d'une table ronde (en luxembourgeois) à laquelle participeront des représentants du secteur social et de la Protection de la Jeunesse:

- Mme Françoise Schanen (Substitut au Parquet de Luxembourg - Protection de la Jeunesse)
- M. Gilbert Pregno (Directeur de la Fondation Kannerschlass)
- M. Paul Zens (Enquêteur au SCAS)
- Mme Myriam Glodt (Educatrice graduée)
- Modération Ines Kurschat (woxx)

Le film dresse trois portraits avec, en toile de fond, le placement des enfants et adolescents au Luxembourg. Une approche intimiste sur ce sujet important, mais méconnu du grand public.

*Vu le nombre limité de places, merci de bien vouloir impérativement réserver votre place avant le vendredi 10 juin par téléphone au (+352) 45 19 601 ou par e-mail à l'adresse: [infobox@filmnet.lu](mailto:infobox@filmnet.lu)*